



المجلس الأعلى للتربية والتكوين والبحث العلمي
Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

RELATIF A L'APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DE PRIX
(SEANCE PUBLIQUE)
N° : 05/CSEFRS/2015

POUR
L'ACQUISITION D'UNE PLATEFORME DE SECURITE INFORMATIQUE POUR LE
COMPTE DU CONSEIL SUPERIEUR DE L'EDUCATION, DE LA FORMATION ET
DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

- LOT unique -

En application des dispositions de l'article 1 du règlement des achats du Conseil Supérieur de l'Éducation,
de la Formation et de la Recherche Scientifique

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES.....	4
ARTICLE 2 : MODE D'ATRIBUTION	4
ARTICLE 3 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	4
ARTICLE 4: VALIDITE ET DATE DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE	4
ARTICLE 5: ELECTION DE DOMICILE :.....	4
ARTICLE 6:REFERENCES AUX TEXTES	4
ARTICLE 7:DROITS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT.....	5
ARTICLE 8:NANTISSEMENT.....	5
ARTICLE 9:CAUTIONNEMENTS ET RETENUE DE GARANTIE	5
ARTICLE 10:ASSURANCES CONTRE LES RISQUES.....	5
ARTICLE 11 : OBLIGATIONS DU TITULAIRE	6
ARTICLE 12 : CONSISTANCE DE LA PRESTATION	6
ARTICLE 13 : COMPETENCE DU PERSONNEL TECHNIQUE DU TILTULAIRE :.....	7
ARTICLE 14:CONDITIONS DE LIVRAISON DE LA PLATEFORME	7
ARTICLE 15:LICENCES D'UTILISATION – DOCUMENTATION TECHNIQUE.....	8
ARTICLE 16:LIEU ET DELAI DE LIVRAISON	8
ARTICLE 17:NIVEAU TECHNOLOGIQUE DES EQUIPEMENTS	8
ARTICLE 18:PENALITES DE RETARD.....	8
ARTICLE 19:RECEPTION PROVISOIRE	8
ARTICLE 20:DELAJ DE GARANTIE	9
ARTICLE 21:CONDITIONS DE GARANTIE	9
ARTICLE 22:RECEPTION DEFINITIVE	9
ARTICLE 23:CARACTERE DES PRIX.....	9
ARTICLE 24:NATURE DES PRIX	9
ARTICLE 25:MODALITES DU REGLEMENT.....	9
ARTICLE 26:REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES	10
ARTICLE 27:SOUS-TRAITANCE	10
ARTICLE 28:RESILIATION DU MARCHE.....	10
ARTICLE 29:LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION	10
ARTICLE 30 : PROPRIETE INDUSTRIELLE BREVETS-COPYRIGHT :.....	11
ARTICLE 31 : FORMATION DU PERSONNEL UTILISATEUR ET TECHNIQUE :	11
ARTICLE 32 : DOCUMENTS A FOURNIR AVEC LA PLATEFORME :	11
ARTICLE 33 : SPECIFICATIONS TECHNIQUES DES COMPOSANTES DE LA PLATEFORME :	13

CHAPITRE II : CAHIER DES PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

CHAPITRE III : BORDEREAU DES PRIX - DETAIL ESTIMATIF

APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DE PRIX
n° 05/CSEFRS/2015

Conclu par appel d'offres ouvert sur offres des prix en application En application des dispositions de l'article 1 du règlement des achats du Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique

ENTRE

Le **Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique**, représenté par son Président, désigné ci-après par « l'Administration » ou « le Maître d'Ouvrage ».

D'une part :

ET :

Monsieur , Qualité..... ;

Agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés au nom et pour le compte de :
..... ;

Inscrit au registre de commerce de Casablanca sous le n° : ;

Inscrit au rôle de la patente de Casablanca Sous n° : ;

Identification fiscale sous le n° : ;

Affilié à la CNSS sous le n° : ;

Titulaire du compte bancaire n° : Ouvert à la banque
..... Agence :

Faisant élection de domicile à :;

Désigné ci-après par « **L'Entrepreneur** »

D'autre part

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Le présent appel d'offres a pour objet : la fourniture, l'installation et la mise en œuvre d'une plateforme de sécurité Informatique, ainsi que les prestations de formation, d'assistance technique et de maintenance y afférentes, pour le compte du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique.

Les spécifications techniques sont indiquées au Chapitre II « Spécifications Techniques »

ARTICLE 2 : MODE D'ATTRIBUTION

Les prestations, objet de cet appel d'offres seront attribuées en lot unique.

ARTICLE 3 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces constitutives du marché comprennent :

- L'acte d'engagement ;
- Le présent Cahier des Prescriptions Spéciales ;
- Le bordereau du prix-détail estimatif ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de travaux exécutés pour le compte de l'Etat (C.C.A.G-T) approuvé par le Décret n°2-99-1087 du 29 moharrem 1421 (4 Mai 2000).

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus

ARTICLE 4- VALIDITE ET DATE DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE

Conformément aux dispositions des articles 152 et 153 du décret n°2-12-349 du 20 mars 2013, le présent marché ne sera valable et définitif qu'après son approbation par l'autorité compétente.

Conformément à l'article 33 du décret n° 2-12-349 du 8 Joumada I 1434 (20 mars 2013), l'approbation du marché doit être notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de 75 (soixante-quinze) jours à compter de la date de la séance d'ouverture des plis.

ARTICLE 5- ELECTION DE DOMICILE :

A défaut par l'entrepreneur de satisfaire aux obligations qui lui sont imposées, toutes les notifications qui se rapportent à ce marché lui seront valablement faites au siège de l'entreprise dont l'adresse est indiquée dans le cahier des prescriptions spéciales.

ARTICLE 6-REFERENCES AUX TEXTES

Le titulaire sera soumis aux dispositions définies par :

- la loi n°105.12 portant organisation du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique, promulguée par le Dahir n° 1-14-100 du 16 Rajab 1435 (16 mai 2014) ;
- Le règlement des achats du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique.
- Le décret n° 2-12-349 du 08 joumada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.
- le règlement intérieur du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique

- Le dahir du 28 août 1948 relatif au nantissement, tel qu'il a été modifié et complété ;
- Le décret Royal n ° 330. 66 du 21 avril 1967 portant règlement général de comptabilité publique tel qu'il a été modifié et complété ;
- Décret n°2-03-703 du 18 ramadan 1424 (13 novembre 2003) relatif aux délais de paiement et aux intérêts moratoires en matière de marchés de l'Etat ;
- Le dahir n°1-00-91 du 15 février 2000 portant promulgation de la loi n°17-97 sur la protection de la propriété intellectuelle ;

Tous les textes réglementaires rendus applicables à la date de l'ouverture des plis.

Le titulaire devra se procurer ces documents s'il ne les possède déjà et ne pourra en aucun cas exciper de l'ignorance de ceux-ci et se dérober aux obligations qui y sont contenues.

ARTICLE 7-DROITS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT

En application de l'article 6 du C.C.A.G-T, le titulaire supportera les droits de timbres et d'enregistrement des différentes pièces du marché.

ARTICLE 8-NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement du présent marché il est précisé que :

- 1) La liquidation des sommes dues par le Maître d'Ouvrage, en exécution du présent marché sera opérée par le Conseil Supérieur de l'Education de la Formation et de la Recherche Scientifique.
- 2) Le fonctionnaire chargé de fournir au titulaire du marché ainsi qu'au bénéficiaire du nantissement en subrogation, les renseignements et états prévus à l'article 7 du Dahir du 28 Août 1948 est Monsieur l'Agent Comptable du Conseil Supérieur de l'Education de la Formation et de la Recherche Scientifique.
- 3) Les paiements prévus au présent marché seront effectués par l'Agent comptable auprès du CSEFRS, seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du présent marché.

En cas de nantissement du présent marché, l'Administration contractante délivrera au fournisseur traitant sur sa demande, et contre récépissé, un exemplaire en copie conforme de son marché. Les frais de timbre étant à la charge du fournisseur.

ARTICLE 9-CAUTIONNEMENTS ET RETENUE DE GARANTIE

- Le cautionnement provisoire est fixé à *cinq mille (5.000, 00) dirhams*.
- Le montant du cautionnement définitif est fixé à trois pour cent (3%) du montant initial du marché arrondi à la dizaine de dirhams supérieure. Il doit être constitué dans les trente (30) jours qui suivent la notification de l'approbation du marché.
- La retenue de garantie à prélever sur les acomptes est de dix pour cent (10%). Elle cessera de croître lorsqu'elle aura atteint les sept pour cent (7%) du montant initial du marché

ARTICLE 10-ASSURANCES CONTRE LES RISQUES

En application de l'article 24 du CCAGT tel qu'il a été modifié et approuvé par le décret n° 02-05-1433 du 28 décembre 2005, le titulaire doit souscrire une assurance qui couvrira les risques inhérents à l'exécution du marché et se rapportant:

- aux accidents de travail pouvant survenir au personnel du titulaire ;
- à la responsabilité civile incombant au titulaire et au maître d'ouvrage ;

- aux risques d'incendie, vol ou détérioration pour quelque cause que ce soit, pouvant toucher le matériel destiné au maître d'ouvrage.

Le titulaire devra adresser au maître d'ouvrage, avant tout commencement des travaux de livraison et d'installation, les copies des attestations d'assurance contractées à cet effet.

Aucun ordonnancement ne sera effectué tant que le titulaire n'aura pas satisfait ces obligations.

ARTICLE 11- OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Le titulaire doit procéder à :

- La réalisation d'un diagnostic du réseau du CSEFRS de point de vue architecture, adressage et sécurité, et proposition d'une architecture de sécurité, d'un plan d'adressage adéquat et l'assistance à l'élaboration de la politique de sécurité du CSEFRS.
- La fourniture, l'installation et la mise en œuvre de toutes les composantes de la plateforme de sécurité informatique.
- Le paramétrage et l'adaptation et la personnalisation de la solution selon la politique de sécurité informatique du CSEFRS.
- Transfert de compétence et formation technique sur les modules de paramétrage et d'administration de la solution.

ARTICLE 12-CONSISTANCE DE LA PRESTATION

Le projet consiste à la mise en place d'une plateforme de sécurité avec les prestations suivantes :

N°	Désignations
Phase -1-	Réalisation d'un diagnostic du réseau du CSEFRS de point de vue architecture, adressage et sécurité, et proposition d'une architecture de sécurité, d'un plan d'adressage adéquat et l'assistance à l'élaboration de la politique de sécurité du CSEFRS. Elaboration de rapport de diagnostic et recommandations
Phase -2-	Fourniture et installation des équipements et des logiciels suivants : <ul style="list-style-type: none"> - Boitier UTM pour le siège du CSEFRS (Gestion Unifiée des Menaces) - Boitier UTM pour la présidence (Gestion Unifiée des Menaces) - Solution antivirus globale (licences et support annuel) ; - Mise à niveau matérielle du serveur de la solution antivirus - Fourniture des licences perpétuelles et support annuel de la Solution de messagerie Zimbra open source (version professionnelle sécurisé avec support technique).
Phase -3-	Adaptation, paramétrage de la solution suivant la politique de sécurité du CSEFRS.
Phase -4-	Elaboration de la documentation (architecture, adressage, et politique de sécurité) Transfert de compétence aux ingénieurs du CSEFRS pour prise en main de la solution.
Phase -5-	Déploiement et test de la solution.

ARTICLE 13-COMPETENCE DU PERSONNEL TECHNIQUE DU TITULAIRE :

Le Titulaire s'engage à mettre en place une équipe de haut niveau comportant au minimum deux ingénieurs avec une expérience minimale de trois ans dans le domaine de la sécurité informatique objet du présent appel d'offres, et qui disposent de compétences et certification dans les composantes de la solution de sécurité proposée.

ARTICLE 14-CONDITIONS DE LIVRAISON DE LA PLATEFORME

1 - Livraison

Le titulaire doit aviser le Conseil par écrit (télécopie) au moins une (1) semaine avant le jour prévu pour la livraison.

La plateforme de sécurité, constituée de matériel, logiciel et prestation de service, sera livrée et installée et mise en marche, dans les délais fixés dans l'article 5.2, sans aucune majoration pour les frais de transport ou de manipulation, qui demeurent à la charge du titulaire du marché.

Le titulaire du marché devra assister à toutes les opérations de livraison, de réception et d'essai de la plateforme ou s'y faire représenter. En cas d'absence, il ne pourra élever aucune protestation contre les constatations faites par la commission de réception.

Un procès-verbal sera établi et mentionnera, le cas échéant, les omissions, imperfections ou malfaçons constatées.

En cas de tentative de fraude ou de tromperie, le délit sera constaté dans les formes légales et réglementaires.

La réception de la plateforme ne libérera pas le titulaire du marché si au cours de l'utilisation il est reconnu de qualité inférieure à celle prévue ou non conforme aux prescriptions requises. Le titulaire du marché sera tenu au remplacement immédiat du matériel livré.

2 - Opération de Vérification :

La plateforme de sécurité livrée, est soumise, à des vérifications qualitatives et quantitatives destinées à contrôler sa conformité aux spécifications techniques prévues au titre du présent marché.

Les opérations de vérification quantitative ont pour objet de contrôler la conformité entre la quantité livrée et la quantité indiquée sur le bordereau des prix détail estimatif.

Les opérations de vérification qualitative ont pour objet de contrôler la conformité à tous égards du matériel, logiciel et licences livrées avec les spécifications du présent marché.

Toutes les conséquences liées à l'utilisation de la plateforme dont la qualité aura été reconnue non conforme du fait du fournisseur relèvent de la seule responsabilité de celui-ci.

Les opérations de vérification se dérouleront sur le lieu même de livraison dans un délai raisonnable. Elles seront effectuées, en présence du représentant du titulaire, par une commission technique de réception désignée à cet effet par le Conseil. L'absence du représentant du titulaire, dûment avisé, ne fait pas obstacle à la validité des opérations de vérification.

Lorsque les contrôles et vérification laissent apparaître des différences entre les composantes de la plateforme proposée dans le marché et celles effectivement livrées ou si les essais effectués dans les conditions réelles d'utilisation ne donnent pas entière satisfaction, la livraison est refusée et le titulaire est saisi immédiatement, par écrit, pour procéder au remplacement ou modification de la composante refusée.

Le retard engendré par le remplacement ou la correction de la composante jugé non conforme par le maître d'ouvrage sera imputable au titulaire, le refus de réception ne justifie pas par lui-même l'octroi d'une prolongation du délai contractuel ou d'un sursis de livraison.

Après remplacement ou modification de la composante non conforme, le maître d'ouvrage procède à nouveau aux mêmes opérations de vérification et de contrôle.

Les constatations faites par le maître d'ouvrage au cours des opérations de vérification sont consignées dans un procès-verbal mentionnant s'il y a lieu les réserves du représentant du titulaire.

ARTICLE 15-LICENCES D'UTILISATION – DOCUMENTATION TECHNIQUE

Le titulaire est tenu de livrer avec chaque composante de la plateforme (matériel et logiciel) les documents techniques et les manuels d'utilisation fournis par le constructeur.

De même, le titulaire est tenu de fournir avec chaque logiciel les licences d'utilisation exigées.

ARTICLE 16-LIEU ET DELAI DE LIVRAISON

1 - lieu d'exécution :

Les composantes de la plateforme de sécurité objet du présent marché seront livrées et installées et mises en marche dans les locaux du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique conformément à un planning qui sera élaboré avec le maître d'ouvrage.

2 - délai d'exécution :

Toutes les composantes de la plateforme de sécurité (matériel, logiciel et prestation de services) objet du présent appel d'offres doit être livré en totalité, et installé et mis en marche dans un délai de Trente (30) jours à compter du lendemain de la date de la notification l'ordre du service prescrivant le commencement d'exécution du marché.

Lorsque le dernier jour du délai est un jour férié ou chômé, le délai est prolongé jusqu'à la fin du premier jour ouvrable qui suit.

ARTICLE 17-NIVEAU TECHNOLOGIQUE DES EQUIPEMENTS

Si, au moment de la livraison des articles du marché, des performances ou des capacités supérieures sont annoncées par le titulaire dans le cadre du marché, celui-ci s'engage à livrer, sans facturation supplémentaire, et sans changement dans le descriptif technique de la solution, les produits de la génération la plus récente, à configuration égale ou supérieure à celle figurant dans le marché.

ARTICLE 18-PENALITES DE RETARD

En cas de retard dans l'exécution du marché, une pénalité journalière de un pour mille (1‰) du montant initial du marché sera appliquée à l'encontre du titulaire du marché.

Toutefois, le montant de cette pénalité n'excédera pas dix pour cent (10%) du montant initial du marché. Le montant de cette pénalité sera déduit d'office de toutes les sommes dues au fournisseur.

ARTICLE 19-RECEPTION PROVISOIRE

Sur la base du procès verbal de la réception technique, il sera procédé à la réception provisoire du marché par le responsable de l'Informatique relevant du Conseil. Cette réception sera concrétisée par l'établissement d'un procès-verbal de réception provisoire

- Une commission examinera en détail les caractéristiques techniques des différentes composantes de la plateforme et procédera à divers essais et contrôles en présence du titulaire du marché. Les composantes reconnues non conformes ou défectueuses seront isolées par les soins et aux frais du titulaire et remplacées dans le délai contractuel.

- Une fois que tous les tests soient concluants, la commission procédera à la réception technique de la plateforme par l'établissement d'un procès-verbal de réception technique.

ARTICLE 20-DELAÏ DE GARANTIE

Le titulaire du marché est tenu de garantir toutes les composantes de la plateforme pendant une durée de un (01) ans à compter de la date de la réception provisoire.

ARTICLE 21-CONDITIONS DE GARANTIE

Pendant la période de garantie, le titulaire assurera, sans frais supplémentaires pour l'administration, les prestations suivantes :

- L'entretien préventif et contrôle périodique du bon état de fonctionnement de la plateforme de sécurité ;
- Les mises à jour des différents logiciels ;
- Les mises à jour des bases virales et des menaces
- La maintenance curative qui correspond à la détection de défaillances dues aux composantes livrés ou à la politique de sécurité mise en place.

ARTICLE 22-RECEPTION DEFINITIVE

La réception définitive sera prononcée une (01) année après la date de la réception provisoire dans les mêmes conditions que pour la réception provisoire. Cette réception sera concrétisée par l'établissement d'un procès-verbal de réception définitive.

ARTICLE 23-CARACTERE DES PRIX

Les prix du marché sont réputés comprendre le bénéfice ainsi que tous droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe de la livraison des composantes de la plateforme.

ARTICLE 24-NATURE DES PRIX

En application de l'alinéa 1§2 de l'article 12 du décret n° 2-12-349 du 20 mars 2013 précité, les prix du marché sont fermes et non révisables. Le titulaire renonce expressément à toute révision des prix.

ARTICLE 25-MODALITES DU REGLEMENT

- 90% du montant des équipements à la réception provisoire prononcée par l'administration et sur production du procès-verbal de la réception technique et du procès-verbal de réception provisoire y afférents.
- 10% « représentant la retenue de garantie » du montant des équipements à la réception définitive prononcée par l'administration et sur production du procès-verbal de réception y afférent.
- La retenue de garantie peut être remplacée par une caution bancaire à la demande de l'attributaire. Elle sera remboursée dans les trois mois suivant la réception définitive.

Les règlements des sommes dues au fournisseur en exécution du présent marché seront effectués par virement après réception de toutes les composantes de la plateforme.

Le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte courant postal, bancaire ou Trésor ouvert au nom du Titulaire, sur production d'une facture établie en 5 exemplaires, portant la signature du titulaire.

La facture appuyée du procès-verbal de réception doit être arrêtée en toutes lettres, certifiée exacte et signée par le créancier et qui doit en outre rappeler l'intitulé exact de son compte bancaire (RIB).

ARTICLE 26-REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES

En cas de contestations avec le maître d'ouvrage, il sera fait application des dispositions des articles 71 et 72 du C.C.A.G-T.

ARTICLE 27-SOUS-TRAITANCE

Conformément à l'article n°158 du décret précité, si le prestataire de services envisage de sous-traiter une partie du marché passé suite au présent appel d'offres, il doit requérir l'accord préalable du maître d'ouvrage auquel il est notifié la nature des prestations et identité, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse des sous-traitants et une copie conforme du contrat de la sous-traitance.

Lorsque le titulaire du marché envisage de sous-traiter une partie du marché, il est tenu de la confier à des prestataires installés au Maroc et notamment à des petites et moyennes entreprises.

La sous-traitance ne peut en aucun cas dépasser cinquante pour cent (50%) du montant du marché, ni porter sur le lot ou le corps d'état principal du marché.

Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises des concurrents conformément aux dispositions de l'article 24 du décret du 20 mars 2013.

ARTICLE 28-RESILIATION DU MARCHE

Le marché pourra être résilié par le maître d'ouvrage dans les cas prévus au C.C.A.G-T.

La résiliation du marché ne fait obstacle, ni à la mise en œuvre de l'action civile ou pénale qui pourrait être intentée au titulaire du marché en raison de ses fautes ou infractions, ni à son exclusion de toute participation aux marchés de l'Etat sans limitation de durée.

ARTICLE 29-LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION

Conformément à l'article 168 du décret n°2-12-349 du décret précité, L'entrepreneur ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des actes de corruption, à des manœuvres frauduleuses, et à des pratiques collusoires, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché.

L'entrepreneur ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors de son exécution.

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans la réalisation du présent marché.

ARTICLE 30 : PROPRIETE INDUSTRIELLE BREVETS-COPYRIGHT :

Le titulaire doit s'assurer et justifier la légalité de l'utilisation des différents logiciels livrés ou installés dans le cadre du présent CPS et doit aussi livrer les licences des logiciels préinstallés ou fournis.

Au cas où une action judiciaire serait intentée contre le maître d'ouvrage par une tierce partie sous prétexte que l'utilisation de l'un des logiciels, machines ou dispositifs, fournis par le titulaire dans le cadre du marché constitue une infraction à un droit de propriété industrielle ou copyright, le maître d'ouvrage devra en aviser par écrit le titulaire sans délai. Le titulaire assurera la défense du maître d'ouvrage et supportera tous les frais qui en découlent.

Au cas où les produits ou tout élément de ceux-ci, objet du marché pourraient être ou seraient droit de propriété industrielle, le titulaire devra trouver une solution en explorant, dans l'ordre, les possibilités suivantes :

- Obtenir à ses frais le droit de continuer à utiliser ces produits ;
- Les remplacer par des produits qui ne seraient pas en infraction, ayant les mêmes fonctionnalités et sans remettre en cause les acquis du maître d'ouvrage ;
- Les reprendre en versant au maître d'ouvrage une indemnité calculée suivant la dépréciation de ces équipements.

Les dispositions ci-dessus constituent la limite de la responsabilité du titulaire en matière de propriété industrielle.

Si cette procédure ne permet pas le règlement du litige, celui-ci sera soumis au tribunal administratif de Rabat.

ARTICLE 31 : TRANSFERT DE COMPETENCES AU PERSONNEL UTILISATEUR ET TECHNIQUE :

Après mise en place de la plateforme de sécurité, le titulaire du marché doit procéder sur le site d'installation au /

- Transfert de compétences aux ingénieurs et techniciens sur tous les aspects d'installation et d'administration (Firewall, VPN,) et de configuration de la plate-forme matérielle et logicielle proposée.
- Déploiement de la solution antivirale sur les postes clients et initiation des utilisateurs à l'utilisation de cette solution.

La date et le planning de ce transfert de compétence seront fixés en commun accord avec l'administration du Conseil après la réception provisoire de la plateforme.

ARTICLE 32 : DOCUMENTS A FOURNIR AVEC LA PLATEFORME :

Le fournisseur s'engage à fournir le manuel d'utilisation et d'exploitation en langue française.

CHAPITRE II :

SPECIFICATIONS TECHNIQUES

ARTICLE 33 : SPECIFICATIONS TECHNIQUES DES COMPOSANTES DE LA PLATEFORME :

La plateforme de sécurité souhaitée par le CSEFRS est constituée d'un ensemble de composantes et de prestations présentés comme suit :

1. Un boîtier UTM pour le siège du CSEFRS qui doit avoir les fonctionnalités et les caractéristiques minimales suivantes :

- 8 interfaces 10/100/1000 Ethernet minimum ;
- Un port console pour la configuration initiale et pour le diagnostic des problèmes
- Avoir les performances minimales : 6500 Mbps en Full packet Inspection, 300Mbps en VPN, 1500 Mbps en Détection D'intrusions et supporte 1 000 000 Connexions simultanées.
- Permettant la création de règles de sécurité granulaires à base d'adresse IP, adresse MAC, protocole, application ou nom/groupe d'utilisateurs ;
- Translation d'adresses NAT, PAT et translation d'adresses NAT à base de règles
- Passerelle antivirus & antispyware
- Support du VPN, IPSec et SSL
- Chiffrement DES, 3DES et AES
- Protection contre les intrusions
- Gestion des anomalies des protocoles
- Signatures personnalisables
- Mise à jour automatique des bases d'attaques
- Identification et contrôle des applications et des outils de messagerie et P2P, quel que soit le port ou le protocole utilisé

2. Un boîtier UTM pour le siège de la présidence du CSEFRS qui doit avoir les fonctionnalités et les caractéristiques minimales suivantes :

- 4 interfaces 10/100/1000 Ethernet minimum.
- Un port console pour la configuration initiale et pour le diagnostic des problèmes
- Avoir les performances minimales : 1500 Mbps en Full packet Inspection, 200 Mbps en VPN, 200 Mbps en Détection D'intrusions et supporte 500 000 Connexions simultanées.
- Passerelle antivirus & antispyware
- Support du VPN, IPSec et SSL
- Chiffrement DES, 3DES et AES
- Protection contre les intrusions
- Gestion des anomalies des protocoles

- Signatures personnalisables
 - Mise à jour automatique des bases d'attaques
3. La solution antivirus envisagée par le CSEFRS est une solution centralisée sur un serveur et couvre les sites suivants :

Siège du CSEFRS :

Au niveau du site central, le CSEFRS dispose de postes de travail et des serveurs connectés au réseau local. Ces équipements, dotés des systèmes Windows postes de travail et serveurs (Poste de travail : depuis la version XP jusqu'à Windows 8 / Serveurs : depuis 2003 jusqu'à 2008 R2), Mac OS et Linux, sont utilisés pour les traitements quotidiens de l'institution.

Présidence du CSEFRS (site Distant) :

Les ordinateurs des sites distants, dotés de l'OS Windows (windows7/ Windows 8) sont connectés aux réseaux locaux par des liaisons VPN MPLS.

Le CSEFRS utilise actuellement la solution Kaspersky pour la protection :

- De 70 postes de travail.
- De 07 serveurs.

Un serveur d'administration principal est installé au niveau du siège.

Les éléments concernés par la solution antivirus sont :

- Des postes de travail sous MS Windows et Mac OS,
- Des serveurs de production sous MS Windows et Linux,
- Tablettes et smartphones sous Android, IOS.

La solution antivirus attendue pour ces plates-formes doit avoir les caractéristiques techniques minimales suivantes :

a-Pour les postes clients et les serveurs :

- La protection contre les programmes malveillants provenant du Web
- Détection et suppression des « rootkits » actifs et dissimulés,
- Fonction firewall intégrée,
- Le contrôle des applications
- La liste blanche d'applications : la solution doit disposer d'une politique de liste blanche dynamique qui permet de s'assurer que les applications approuvées sont protégées contre des programmes malveillants tout en favorisant une productivité optimale de l'utilisateur.
- Le filtrage de contenu Web : les règles liées à l'usage d'Internet doivent suivre l'utilisateur, qu'il soit sur le réseau de la CSEFRS ou hors ligne
- Blocage de l'accès aux sites Web malveillants en s'appuyant sur une évaluation de la réputation des URL et autres techniques performantes,
- Protection et Contrôle des périphériques
- La protection des serveurs de fichiers
- La gestion des périphériques mobiles : Pour lutter contre les programmes malveillants par une protection en temps réel et des analyses proactives. La sécurité devra être renforcée par un navigateur sécurisé et un anti spam. La solution proposée devra intégrer de base un module de pré configuration et déploiement des applications de manière centralisée à l'aide de SMS, d'e-mails et de la synchronisation PC, ainsi qu'un outils antiviol contrôlable à

distance empêchant tout accès non autorisé aux données de la fondation en cas de perte ou de vol d'un périphérique mobile. Le contrôle des applications pour appareils mobiles devra se baser sur des politiques de groupe prédéfinies.

- La sécurité des terminaux mobiles (pour tablettes et smartphones)
- Mises à jour automatiques rapides, efficaces et centralisée (au démarrage, après un laps de temps, horaire, journalière ou manuel) le mode d'exécution de la tâche devra être modifiable et planifié.
- Prise en charge natives des environnements 32 bits et 64 bits,

Pour 20 postes nécessitant un niveau de sécurité élevé, la solution devra, en plus des spécifications ci-dessus, offrir les fonctionnalités avancées suivantes :

- Le chiffrement : La solution doit assurer un choix entre un chiffrement complet du disque dur ou par dossier/fichier.

La solution doit aussi supporter :

- La technologie iSwift qui évite les analyses répétitives ou superflues de données sur le réseau
- La mise en quarantaine des postes de travail infectés

Il devra être possible de mettre à jour les clients en arrière-plan sans que cela ne demande aucune validation du client et plusieurs sources de mises à jour doivent pouvoir être désignées : Internet, locale (FTP, HTTP), serveur d'administration.

b-Administration de la solution :

La solution proposée devra être une solution centralisée et pilotée à partir d'un point unique :

Une unique console d'administration devra permettre de consulter et de gérer de manière centralisée l'ensemble des périphériques nécessitant une protection : postes de travail, machines virtuelles, périphériques physiques et mobiles. L'outil d'administration devra offrir la possibilité de :

- Rechercher tous les ordinateurs clients et serveurs du réseau ;
- Contrôler les licences de la solution antivirus installée.
- Créer des groupes administratifs pour leur appliquer des paquetages, des mises à jour ou des paramètres spécifiques ;
- Créer une structure hiérarchique de serveurs d'administration ;
- Déployer à distance les clients antivirus ;
- Désinstaller à distance des applications de sécurité obsolètes des autres éditeurs.
- Gérer à distance le système de protection des machines d'un réseau local ;
- Centraliser le paramétrage de la suite de protection des machines à l'intérieur du réseau ;
- Traiter de manière centralisée les objets mis en quarantaine ou copiés dans le dossier de sauvegarde.
- Mettre à jour des modules installés sur les postes clients ;
- Surveiller l'état courant de la protection des machines du réseau local et avoir des Tableaux de bords dynamiques ;
- Recevoir des notifications sur des événements concernant la suite de sécurité, à travers le réseau ;
- Démarrer, arrêter ou suspendre, à distance, les modules de la solution antivirus installée.
- Générer des rapports et états au format HTML et PDF.
- Procéder à l'inventaire des applications installées sur un poste client
- Créer les paquets d'installation autonome avec intégration des mises à jour.

4. Serveur physique pour la solution antivirale :

Le CSEFRS dispose d'un serveur existant dédié à la solution antivirale HP-380, qui nécessite une extension des composantes matérielle suivantes :

- HP 380/385 Gen8 8-SFF Cage/Bkpln Kit
- HP Smart Array P420/1GB FBWC Controller
- HP 600GB 6G SAS 10K 2.5in SC ENT HDD

5. L'édition professionnelle de la solution de collaboration (Zimbra) :

Le CSEFRS dispose de la solution de collaboration open source Zimbra et désire passer à l'édition professionnelle sécurisée à travers l'acquisition d'une licence perpétuelle de migration de la solution de collaboration Zimbra open source vers l'édition professionnelle sécurisée avec support technique et mise à jour automatique.


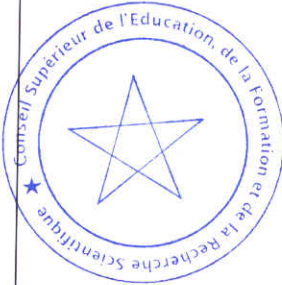
BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF

Art	DESIGNATION	UNITE	QTE	PRIX UNITAIRE (HT)		PRIX TOTAL HT
				EN CHIFFRES	EN LETTRES	
1	Réalisation d'un diagnostic du réseau du CSEFRS de point de vue architecture, adressage et sécurité, et proposition d'une architecture de sécurité, d'un plan d'adressage adéquat et l'assistance à l'élaboration de la politique de sécurité du CSEFRS. Etablissement d'un rapport de diagnostic et de recommandations : architecture, adressage et politique de sécurité	j/h	06			
2	Boitier UTM pour le siège du CSEFRS avec licence logiciel	U	01			
3	Boitier UTM pour la présidence du CSEFRS avec licence logiciel	U	01			
4	Solution antivirale pour les serveurs et les postes clients	U	80			
5	HP 380/385 Gen8 8-SFF Cage/Bkpln Kit	U	01			
6	HP Smart Array P420/1GB FBWC Controller	U	01			
7	HP 600GB 6G SAS 10K 2.5in SC ENT HDD	U	08			
8	Licence windows 2008 pour virtualisation	U	01			
9	Licence perpétuelle de migration de la solution de collaboration Zimbra open source vers l'édition professionnelle sécurisée avec support technique et mise à jour automatique.(pour 200 utilisateurs) :	U	200			

10	Installation, implémentation et intégration de la solution : <ul style="list-style-type: none"> • Installation et configuration des boitiers UTM • Séparation des réseaux (Wi-Fi et filaire) • Interconnexion de la présidence au siège • Installation du serveur de la solution antivirale et déploiement sur les postes clients. • Basculement de la Solution messagerie Zimbra open source vers la version commercial professionnelle • Rédaction de la documentation (architecture et politique de sécurité). 	F	01			
11	Transfert de compétence et formation sur la plateforme mise en place	j/h	05			
Montant Total HT						
TVA						
Montant Total TTC						

RELATIF A L'APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DE PRIX
(SEANCE PUBLIQUE)
N° : 05/CSEFRS/2015

POUR
L'ACQUISITION D'UNE PLATEFORME DE SECURITE INFORMATIQUE POUR LE COMPTE DU CONSEIL
SUPERIEUR DE L'EDUCATION, DE LA FORMATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
- LOT unique -

<p><u>PRESENTE PAR :</u></p> <p> Abdellatif Atmani Chef de la Division des Infrastructures et Applications</p>	<p><u>VALIDE PAR :</u></p> <p></p>
<p><u>LU ET ACCEPTE PAR</u></p>	<p><u>SIGNE PAR :</u></p>
<p><u>APPROUVE PAR</u></p> <p>Rabat-le</p>	